

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
78000 Versailles

Versailles, le 27/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



MRF (ex DLB et SPL)

Rue du Petit Chemin de Flins
ZI La Garenne
78130 LES MUREAUX

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement MRF ex DLB et SPL implanté Rue du Petit Chemin de Flins ZI La Garenne 78130 LES MUREAUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MRF ex DLB et SPL
- Rue du Petit Chemin de Flins ZI La Garenne 78130 LES MUREAUX
- Code AIOT dans GUN : 0006503400
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non

L'installation traite des déchets non dangereux issus de la démolition de bâtiments en les concassants et en les broyants.
Elle est soumise à la rubrique 2515, 2517 et 2791.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Gestion des eaux
- Envol de poussières
- Registre déchets

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 27/04/2022 de l'établissement MRF ex DLB et SPL implanté Rue du Petit Chemin de Flins ZI La Garenne 78130 LES MUREAUX, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

L'installation est soumise à l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 novembre 2011 concernée par les rubriques 2515 et 2791 à autorisation et 2517 à déclaration, de la nomenclature des installations classées.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Rubrique nomenclature - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011 article : 1.2.1 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Intégration dans le paysage - Propreté - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011 article : 2.3 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Retombées poussières - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/11/2012 article : 39 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Isolement du site - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011 article : 4.2.4.2 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Valeurs de rejets des effluents - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011 article : 4.3.6 et 33 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Contrôle piézométrique - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011 article : 9.2.1 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Rétentions - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011 article : 7.5.2 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Registre déchets - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021 article : 1 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Déclaration annuelle des émissions - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011 article : 9.5.1 - délai : dès ouverture de la prochaine campagne de déclaration, en janvier 2023
- nom : Transmission des données de surveillance des émissions - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014 article : 1 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Clotûre - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011 article : 7.3.1 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Rubrique nomenclature	AP Complémentaire du 18/11/2011, article 1.2.1	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Garanties Financières	Code de l'environnement du 31/05/2012, article R546-1 et Annexe 1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Intégration dans le paysage -Propreté	AP Complémentaire du 18/11/2011, article 2.3	/	Lettre de suite préfectorale
Retombées poussières	AMPG 2515 du 26/11/2012, article 39	/	Lettre de suite préfectorale
Isolement du site	AP Complémentaire du 18/11/2011, article 4.2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale
Valeurs de rejets des effluents	AP Complémentaire du 18/11/2011, article 4.3.6 et 33	/	Lettre de suite préfectorale
Contrôle piézométrique	AP Complémentaire du 18/11/2011, article 9.2.1	/	Lettre de suite préfectorale
Rétentions	AP Complémentaire du 18/11/2011, article 7.5.2	/	Lettre de suite préfectorale
Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale
Déclaration annuelle des émissions	AP Complémentaire du 18/11/2011, article 9.5.1	/	Lettre de suite préfectorale
Transmission des données de surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Lettre de suite préfectorale
Clotûre	AP Complémentaire du 18/11/2011, article 7.3.1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Envol de poussières	AP Complémentaire du 18/11/2011, article 3.1.4	/	Sans objet
Dispositif de disconnexion	AP Complémentaire du 18/11/2011, article 4.1.2.1 et 24	/	Sans objet
Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	/	Sans objet
Schéma réseaux d'eaux	AP Complémentaire du 18/11/2011, article 4.2.2	/	Sans objet
Séparateur d'hydrocarbures	AP Complémentaire du 18/11/2011, article 4.3.3	/	Sans objet
Document d'acceptation préalable	AP Complémentaire du 18/11/2011, article 8.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit, administrativement :

- mettre à jour et justifier de la capacité maximale sur le site au titre de la rubrique 2517 suite à la publication du décret 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées. La surface de l'aire de transit étant maintenant le critère de classement alors qu'il s'agissait auparavant de la capacité de stockage exprimée en volume.
- mettre à jour et justifier de la puissance maximale sur le site au titre de la rubrique 2515 ;
- justifier que l'installation est soit soumise à la rubrique 2791, soit soumise aux rubriques 2515 et 2517. Pour cela, il convient que l'exploitant apporte les éléments d'appréciation complémentaires concernant le caractère inerte des déchets réceptionnés sur le site notamment au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 *relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées*. Si les déchets ne répondent pas tous à ces critères, alors l'installation doit être classée sous la rubrique 2791 (et constituer des garanties financières);
- justifier le cas échéant du montant des garanties financières au titre de l'alinéa 5° du R516-1 du code de l'environnement et de l'annexe 1 de l'arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement;
- fournir le cas échéant, l'attestation des garanties financières au titre de l'alinéa 5° du R516-1 du code de l'environnement ;

L'exploitant doit, sur site :

- évacuer l'ensemble des objets et maintenir son site propre et entretenu;
- mettre en place sur son site une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières;
- maintenir et entretenir le dispositif d'isolement du site en état de marche et définir une consigne pour sa mise en fonctionnement;
- signaler et mettre à disposition le dispositif auprès de son personnel;
- justifier de la capacité des rétentions au regard du volume de produits stockés;
- évacuer les objets (cartons, plastiques...) ne devant pas être situés sur les rétentions;
- installer une clôture efficace sur la totalité de sa périphérie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rubrique nomenclature

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique nomenclature

Prescription contrôlée :

Rubrique	alinéa	Libellé de la rubrique	A, D	Capacité maximale sur le site
2515	1	Broyage, concassage, criblage, mélange de produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, la puissance de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 KW	A	320 KW
2791	1	Installation de traitement de déchet non dangereux A à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780 et 2782, la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/	A avec bénéfice de l'antériorité	1000 t/j
2517	2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autre rubriques, la capacité de stockage étant supérieure à 15 000 m ³ mais inférieure à 75 000 m ³	D	62500m ³

Constats :

L'inspection constate que :

- l'exploitant a une méconnaissance de la situation administrative de son installation ;
- la capacité maximale sur le site au titre de la rubrique 2517 est exprimée en mètre cube et non en mètre carré, les seuils et critères de classement ayant évolué par décret en 2012 et 2018;
- la puissance maximale sur le site au titre de la rubrique 2515 n'est pas connue de l'exploitant ;
- l'installation ne peut pas être soumise, pour la même activité, aux rubriques 2791 et 2515

L'exploitant doit :

- mettre à jour et justifier de la capacité maximale sur le site au titre de la rubrique 2517 suite à la publication du décret 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées. La surface de l'aire de transit étant maintenant le critère de classement de la capacité de stockage alors qu'il s'agissait auparavant de la capacité de stockage exprimée en volume.
- mettre à jour et justifier de la puissance maximale sur le site au titre de la rubrique 2515 ;
- justifier que l'installation est soit soumise à la rubrique 2791, soit soumise aux rubriques 2515 et 2517.

Il convient d'apporter les éléments d'appréciation complémentaires concernant le caractère inerte des mélanges de déchets réceptionnés sur site notamment au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées.

Observations :

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Garanties Financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R546-1 et Annexe 1 de l'arrêté du 31/05/2012
Thème(s) : Situation administrative, Garanties Financières
<p>Prescription contrôlée : Article R546-1</p> <p>5° Les installations soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations, et, le cas échéant, les seuils au-delà desquels ces installations sont soumises à cette obligation du fait de l'importance des risques de pollution ou d'accident qu'elles présentent.</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 516-1, L. 516-2 et L. 512-18, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €.</p> <p>Sont exemptées des obligations de constitution de garanties financières les installations classées mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4° et 5° qui sont exploitées directement par l'Etat ou qui bénéficient d'une garantie financière de la part de l'Etat leur permettant d'effectuer les opérations visées au deuxième alinéa de l'article L. 516-1.</p> <p>La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet.</p> <p>Cette demande est instruite dans les formes prévues aux articles R. 181-45 et R. 512-46-22.</p> <p>Pour les installations mentionnées aux 1°, 2° et 5°, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.</p> <p>Pour les installations mentionnées aux 3° et 4°, à défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut refus de l'autorisation de changement d'exploitant.</p> <p>Constats : L'inspection constate l'absence de garanties financières concernant la rubrique 2791. L'exploitant doit, le cas échéant (si le classement sous cette rubrique est confirmé):</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier du montant des garanties financières au titre de l'alinéa 5° du R516-1 du code de l'environnement et de l'annexe 1 de l'arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement; - fournir les garanties financières le cas échéant, au titre de l'alinéa 5° du R516-1 du code de l'environnement ;
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale

Nom du point de contrôle : Intégration dans le paysage -Propreté

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble de l'établissement est maintenu propre et entretenu en permanence, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : L'inspection constate la présence de nombreux objets sur le site : portail, groupe électrogène, sacs éventrés et en vrac, présence de ferrailles et de deux cuves. L'exploitant précise que la majorité de ces objets appartiennent à l'entreprise jean lefevre accolé au site. L'exploitant doit évacuer l'ensemble des objets et maintenir son site propre et entretenu.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Retombées poussières

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/11/2012 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*, article 39

Thème(s) : Risques chroniques, Retombées poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu.

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008)-méthode des plaquettes de dépôt-et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.

Constats :

L'inspection constate l'absence de surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

L'exploitant doit mettre en place sur son site une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Observations :

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Envol de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Envol de poussières
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses : <ul style="list-style-type: none">- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.
Constats : L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">- la présence de dispositif pour abattre les poussières (arrosage) ;- l'absence de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ;- la présence d'écran de végétation;- la présence de voies de circulation et les aires de stationnement goudronnées et nettoyées;
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositif de disconnexion

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011, article 4.1.2.1 et Arrêté ministériel du 26/11/2012 <i>relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, article 24</i></p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de disconnexion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Article 4.1.2.1 de l'APC du 18/11/2011</i></p> <p>L'ouvrage de raccordement au réseau public d'alimentation en eau potable, est équipé d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur le réseau d'alimentation (distribution d'eau potable). Les réseaux internes d'alimentation en eaux provenant du réseau public d'alimentation en eau potable, dont l'usage n'est pas réservé à l'alimentation humaine, sont équipés d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout retour sur les réseaux internes d'eaux destinées à cet effet. Les dispositifs de disconnexion sont accessibles et contrôlables. Ils font l'objet d'une surveillance et d'un entretien régulier et en tout état de cause, d'un contrôle au moins une fois par an.</p> <p><i>Article 24 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012</i></p> <p>L'exploitant indique, dans son dossier d'enregistrement, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas l'écoulement normal des eaux et n'entravent pas les continuités écologiques.</p>
<p>Constats : L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none">- la présence d'un dispositif de disconnexion accessibles et contrôlables;- la présence d'un contrôle au moins une fois par an.
<p>Observations :</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement. « Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser : « 75 m ³ /h ni 75 000 m ³ /an pour les installations dont la puissance est supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW ; « 200 m ³ /h ni 200 000 m ³ /an pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW. » L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau. Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées. « Les rejets des eaux industrielles à l'extérieur du site sont interdits. »
Constats : L'inspection constate que le prélèvement d'octobre 2020 à octobre 2021 est de 1875 m3.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Schéma réseaux d'eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma réseaux d'eaux
Prescription contrôlée : Des schémas des installations faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine et un plan des égouts, sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils ont tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Les plans des réseaux d'alimentation et de collecte doivent notamment faire apparaître : - d'origine et la distribution de l'eau d'alimentation : - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés : - les ouvrages de toutes sortes (regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, compteurs.) ; - les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'inspection constate la présence d'un schéma des réseaux d'eaux comprenant l'ensemble des éléments définis à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/11/2011.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Isolement du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport au bassin d'infiltration. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">- la présence d'un système temporaire permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement ;- que le personnel ne savait plus où se trouvait le dispositif ;- l'absence de signalisation du dispositif et de connaissance de son fonctionnement ;
Observations : L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">- maintenir et entretenir son dispositif en état de marche;- définir une consigne pour sa mise en fonctionnement;- signaler et mettre à disposition le dispositif auprès de son personnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011, article 4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Séparateur d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les effluents industriels sont traités par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme XP P 16-442 (version novembre 2007 ou version ultérieure) ou à tout autre norme européenne ou internationale. Ils sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an. Au moment de cette vidange, une vérification du bon fonctionnement de l'obturateur est également réalisée. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- la présence d'un décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures;- la présence d'un bordereau en janvier 2022 de suivi de déchets de curage du décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs de rejets des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011, article 4.3.6 et Arrêté ministériel du 26/11/2012, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs de rejets des effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter en aval du séparateur d'hydrocarbures les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : DCO : 50 mg/l Métaux totaux : 15 mg/l Hydrocarbures totaux : 5 mg/l Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : - matières en suspension totales : 35 mg/l ; Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.
Constats : L'inspection constate la présence : - d'un rapport n°Y8QL001 de micropolluants technologie en date du 07/12/2021. L'inspection note le respect des valeurs limites de concentration; - d'un rapport n°Y8PJ001 de micropolluants technologie en date du 07/10/2020. L'inspection note le respect des valeurs limites de concentration; - de mesures sur certains métaux mais l'absence de mesure des métaux totaux dans les analyses.
Observations : L'exploitant doit effectuer des mesures sur l'ensemble des paramètres fixés par la réglementation, notamment celle des métaux totaux tel que définies dans l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 novembre 2011.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Contrôle piézométrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle piézométrique
Prescription contrôlée : La qualité des eaux souterraines en amont hydraulique des dépôts de déchets ou des dépôts de matériaux recyclés et en aval hydraulique du bassin d'infiltration est contrôlée semestriellement (un prélèvement en période de basses eaux et un prélèvement en période de haute eaux) à partir de piézomètres à installer sur le site. Les analyses portent sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">- Hydrocarbures totaux.- BTEX:- Hydrocarbures aromatiques polycycliques- Métaux totaux.
Constats : L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">- la présence de synthèses effectuées par Micropolluants technologie en date du 18/06/2021 et 07/12/2021 pour 2021 et 30/06/2020 et 04/12/2020 pour 2020 ;- l'absence sur ces synthèses d'un bilan des résultats, de comparaison avec des seuils et des analyses antérieures ;- l'absence de mesure sur les métaux totaux ;- une augmentation de la teneur en Zinc (x6) en juin 2021 par rapport à décembre 2020.
Observations : L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">- présenter un rapport de synthèse comprenant l'ensemble des analyses avec des commentaires ;- effectuer l'ensemble des analyses, notamment sur les métaux totaux ;- justifier de l'augmentation significative en zinc en juin 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011, article 7.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions

Prescription contrôlée :

Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :

- la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres
- dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 2650 litres ;
- _ dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.

Les rétentions sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une tuyauterie. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (acide et base très concentrés...) Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique.

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques

Constats :

L'inspection constate :

- la présence de nombreux bidons d'huile, de lave glace et de graisses sur les rétentions ;
- un nombre important de bidons au regard de seulement deux rétentions ;
- la présence de bidons non entièrement stockés sur la rétention ;
- la présence sur ces rétentions de cartons, plastiques et de plusieurs moteurs ;

L'exploitant doit :

- justifier de la capacité de ces rétentions au regard du volume de produits stockés ;
- évacuer les objets (cartons, plastiques...) ne devant pas être situés sur les rétentions.

Observations :

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Document d'acceptation préalable

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Document d'acceptation préalable
Prescription contrôlée : Avant la livraison où au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats du test de détection de goudron mentionné à l'article 8.1.3 du présent arrêté. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
Constats : L'inspection constate la présence d'un document d'acceptation préalable conforme à l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/11/2011.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : L'inspection constate la présence d'un registre des déchets entrants tenus à jour. Cependant, ce registre ne précise pas le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Déclaration annuelle des émissions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011, article 9.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions l'article R 512-46 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation, l'exploitant déclare chaque année à l'administration la nature, les quantités et la destination des déchets dangereux produits, dans la mesure où la quantité totale de déchets dangereux produits par an excède 10 tonnes. Les déclarations sont effectuées par voie électronique avant le 1er avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant n'a pas effectué de déclaration annuelle des émissions polluantes depuis 2018. Il est rappelé que cette déclaration est désormais à réaliser en ligne, entre janvier et mars chaque année, sur l'outil GEREPA accessible à l'adresse suivante: https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/accueil
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : transmission des données de surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, transmission des données de surveillance des émissions
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'inspection constate l'absence de télédéclaration des résultats de la surveillance des émissions réalisée depuis 2018. Il est rappelé que cette déclaration est désormais à réaliser en ligne, sur l'outil GIDAF accessible à l'adresse suivante: https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Clotûre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2011, article 7.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Clotûre
Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats : L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">- la clôture est sectionnée et abimée ;- le bardage du hangar voisin est cassée rendant accessible le site ;
Observations : L'exploitant doit posséder une clôture efficace sur la totalité de sa périphérie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

